
Brèves économiques pour le Mexique et l'Amérique centrale du 30 août au 5 septembre 2018

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relation Mexique / Etats-Unis

ALENA : le Canada a rejoint les négociations, mais l'incertitude perdure sur la possibilité de trouver d'ici fin septembre (échéance liée au Congrès américain) un accord trilatéral sur la base de l'accord préliminaire Mexique - Etats-Unis.

Les négociations entre les Etats-Unis et le Canada ont ainsi repris le 5 septembre. Les négociateurs mexicain et états-unien (Ildfonso Guajardo et Kenneth Smith) se veulent confiants sur la possibilité pour le Canada de se joindre à l'accord d'ici fin septembre.

Si le Mexique et le Canada seraient en accord sur 90% des textes négociés, en revanche le Canada reste opposé aux Etats-Unis sur 2 principales lignes rouges : l'actuel chapitre 19 relatif au règlement des différends (droits antidumping et droits compensateurs) que les Etats-Unis souhaitent supprimer, et surtout le système de gestion de l'offre canadienne sur ses produits laitiers (contrôle des prix), que D. Trump veut faire supprimer et auquel J.Trudeau a indiqué qu'il ne toucherait pas.

Si le Canada n'intègre pas l'accord, la confédération patronale mexicaine Coparmex annonce que le secteur privé donnera son soutien à un accord bilatéral Mexique/Etats-Unis. Bien que ce ne soit pas le scénario idéal, il s'agit pour la Coparmex de la meilleure décision car l'enlisement des négociations alimenterait l'incertitude des marchés et des investisseurs.

A noter que dans ce contexte, le déficit commercial des Etats-Unis avec le Mexique et le Canada continue, lui, de se creuser, alors que le déficit US constitue le premier motif et critère des Etats-Unis dans la renégociation de l'ALENA. Sur le mois de juillet dernier, le déficit commercial enregistré vis-à-vis du Mexique s'élevait ainsi à 5,5 Mds USD.

Economie

L'Institut de Finance Internationale anticipe que les nouvelles règles d'origine automobiles (principalement le contenu en travailleurs payés au moins 16 USD/heure) impacteront significativement le secteur automobile mexicain à moyen terme. Il s'attend également à un effet multiplicateur de la hausse du salaire des travailleurs du secteur automobile sur les autres secteurs (dont le secteur manufacturier).

L'inflation devrait atteindre 4,74% et la croissance 2,1% à la fin de l'année 2018, selon l'enquête réalisée par la Banque Centrale Mexicaine auprès des experts du secteur privé, soit plus d'inflation et moins de croissance que ce qui était prévu à l'origine. Le taux de change estimé pour la fin de l'année 2018 se situe à 18,90 MXN/USD (vs. 19 MXN/USD estimés dans l'enquête précédente).

L'indice de confiance des consommateurs mexicains augmente de 16,8% en août, soit son 13^{ème} mois de progression et le deuxième mois au-dessus des 100 points (101.8 pts). Selon les analystes, cette hausse est due au bon déroulé de la transition présidentielle, à une moindre incertitude concernant la négociation commerciale avec les US et à de meilleures conditions sur le marché du travail.

Face à l'incertitude liée aux négociations de l'ALENA, le MXN a perdu cette semaine 1,45% de sa valeur face à l'USD. Le taux de change le plus faible, enregistré le 5 septembre, était de 19,6861 MXN/USD.

Au 1^{er} semestre 2018, le flux de transferts monétaires des migrants (*remesas*) reçus par le Mexique a atteint 19,1 MDS USD, soit une hausse en USD de 11,4% par rapport au 1^{er} semestre 2017. Il s'agit du montant reçu le plus élevé au cours du 1^{er} semestre d'une année depuis que les flux de *remesas* sont enregistrés en 1995. Selon BBVA Bancomer, les conditions économiques favorables et le faible taux de chômage aux Etats-Unis (d'où provient la majorité du flux) ont favorisés l'envoi de *remesas* au 1^{er} semestre 2018.

5 risques pèsent sur l'économie mexicaine selon le secteur privé mexicain interrogé par Banxico : l'insécurité, l'instabilité politique interne, le manque d'État de droit, la corruption et l'impunité. Ces risques pourraient, selon les entreprises, freiner l'économie à court et moyen termes. Ces éléments expliquent les prévisions moins optimistes pour la croissance du PIB pour 2018 (2,14% vs. 2,25% estimés le mois dernier) et 2019.

Moody's considère que les fondamentaux du secteur bancaire mexicain sont solides, et que la probabilité que les politiques publiques du futur Gouvernement perturbent le secteur est faible. L'Agence met en avant le fait que le futur Gouvernement utilisera certainement les banques publiques pour le financement de ses projets : ces banques travaillant en complémentarité avec les banques commerciales, les projets du Gouvernement n'affecteront a priori pas la compétitivité sur ce marché. **Moody's estime que la croissance du PIB mexicain atteindra 2,3% en 2018, 2,5% en 2019.**

Malgré l'incertitude, la note souveraine de Moody's pour le Mexique se maintiendra à A3. Selon l'agence, la note est liée à la bonne gestion des finances publiques du pays, aspect que les analystes suivront de près durant le mandat d'AMLO. La hausse de la note mexicaine sur le mandat d'EPN a été permise par l'augmentation des recettes fiscales et une moindre dépendance aux recettes pétrolières.

Le Mexique devrait être une des économies les plus atteintes par la disparition des emplois due à l'apparition des robots et des nouvelles technologies dans les prochaines années. Selon la Banque Mondiale et de la CEPAL, le Mexique devrait être le pays latino-américain le plus frappé par la robotisation des emplois. Il mettrait en avant certaines professions : principalement les travailleurs de l'industrie manufacturière, mais également les chauffeurs routiers, les maçons et les serveurs.

Standard & Poor's (S&P) a confirmé la note globale de Pemex à BBB+ avec des perspectives stables. Son profil créditeur passe de bb à bb-. La confirmation de la note globale de Pemex est due à l'appui implicite du Gouvernement Fédéral en cas de situation financière complexe, en plus d'une amélioration des conditions financières de l'entreprise via un niveau de liquidité adéquat. S&P a ajouté que Pemex avait mis en place plusieurs initiatives afin d'améliorer l'état de son bilan financier, ce qui pourrait graduellement augmenter sa rentabilité et réduire ses besoins de financement.

S&P pourrait élever la note souveraine du pays en cas de mise en place rapide de politiques pro-business et compte tenue de l'avancée des discussions bilatérales ALENA. La note actuelle est de BBB+, et associée à des perspectives stables. La firme met en avant trois scénarios, avec comme variables d'ajustement principales la négociation avec les États-Unis, la volonté du Gouvernement de mettre en avant une politique pro-business et la capacité du Gouvernement à mettre en œuvre ses projets. Selon S&P, le projet du futur Président aura un impact positif s'il est accompagné d'un succès de la négociation avec les États-Unis et d'une priorisation d'une politique pro-business. Pour S&P et Fitch, il est encore trop tôt pour estimer l'impact qu'aura le nouvel accord commercial avec les US sur les exportations et les IDE mexicains.

Le Mexique chute de 3 places dans l'indice de compétitivité élaboré par IMD Business School, se situant à la 51 places (sur 63 pays). Il s'agit du niveau le plus faible atteint depuis son apparition dans le classement en 1997. La baisse

est expliquée par la détérioration des conditions économiques dans le pays, de l'efficacité gouvernementale et de l'aisance d'y faire du commerce. Le rapport indique que le Mexique pourrait améliorer sa compétitivité via une meilleure relation avec les États-Unis et en poursuivant les efforts liés aux réformes structurelles débutées sous l'administration d'EPN. De plus, la dynamisation de la croissance du PIB pourrait être réalisée selon eux via une croissance du marché intérieur et la croissance de l'investissement public en infrastructure et en logements.

Le crédit au secteur privé atteint 34,7% du PIB, en deçà de l'objectif de 40% du Gouvernement. Le ratio est toutefois 8pts% supérieur à son niveau de décembre 2012. Selon le 6^{ème} rapport du Gouvernement, la réforme financière de 2013 a aidé à dynamiser le financement au secteur privé sur le sexennat, en permettant une diminution des taux d'intérêts (entre décembre 2013 et juin 2018 : -3,3 pts% pour la consommation, 13,1% pour les crédits personnels, 1,2% pour les crédits immobiliers). Les banques commerciales sont, au 2nd trimestre 2018, les plus forts contributeurs au financement du secteur privé (51,9% du total des financements), suivie par l'INFONAVIT et l'ISSSTE. Le crédit au secteur privé en provenance de la banque commerciale a connu en juin 2018 son 95^{ème} mois de croissance ininterrompue en valeur réelle.

Santiago Nieto Castillo a été désigné par Carlos Urzúa pour diriger l'Unité d'Enquête Financière du Ministère de l'Économie et des Finances au sein du futur Gouvernement, en charge de la lutte contre les flux financiers illicites et le blanchiment d'argent. L'UIF devra travailler en coordination avec de multiples institutions du Gouvernement Fédéral (notamment les forces de l'ordre, le régulateur bancaire, l'administration fiscale et les équipes techniques de l'institut électoral) afin de détecter les flux de capitaux illégaux. Urzúa a indiqué sa volonté d'attaquer l'organisation financière de la délinquance organisée.

Le Président élu a annoncé la mise en place de contrôles fiscaux aléatoires. Le Président souhaite mettre en avant la « confiance citoyenne », et ne souhaite donc pas contrôler les contribuables via les mécanismes communément utilisés par le SAT. Selon les experts, cette méthode serait risquée, contre-productive, et inciterait à l'évasion fiscale. Au 1^{er} semestre 2018, chaque peso investi pour la réalisation des contrôles fiscaux rapportait 53,6 MXN. Le Président élu a indiqué qu'il ne mettrait pas en place de réforme fiscale sur sa première année de mandat, et qu'une femme du Nuevo León sera la future responsable de la SAT.

AMLO a indiqué que les 2 banques publiques de développement BancoMext et que NaFin pourraient être fusionnées afin de permettre une réduction des coûts et la dynamisation du crédit aux entreprises.

L'abandon du projet de NAIM actuel au profit du projet de Santa Lucía retarderait la construction du nouveau terminal aéroportuaire d'au moins 2 ans, selon le directeur de la construction du NAIM. 64 études préliminaires ont été réalisées pour la construction du NAIM actuel, qui est avancée à hauteur de 31%.

La construction de la nouvelle raffinerie à Tabasco, souhaitée par AMLO, débutera au plus tard en février 2019, selon le gouverneur dudit Etat. La raffinerie produirait 400 000 barils par jour grâce à un investissement de 8 Mds USD qui seraient pris soit sur le budget PEMEX, soit sur le budget 2019 (selon la future Ministre de l'Énergie Rocio Nahle). Il s'agirait de la plus grande raffinerie dont disposerait Pemex sur le site de Salina Cruz. Sa construction devrait durer 4 ans.

Finances publiques

Le Gouvernement a réussi à augmenter la base de contribuables au cours du sexennat, mais les rentrées fiscales ont toutefois diminué en proportion du PIB entre 2016 et 2018. Les revenus fiscaux ont augmenté de 4,8 pts% depuis 2012. Il existe toutefois encore une grande marge de manœuvre afin de faire en sorte que le Mexique se rapproche du niveau moyen des pays de l'OCDE. La base de contribuables a ainsi augmenté de 64% depuis 2014. Les rentrées fiscales devraient atteindre 11,6% du PIB fin 2018, et atteignaient leur niveau maximal en 2016, à 13,5% du PIB. De plus, la

dépendance fiscale du Mexique aux revenus pétroliers a diminué sur le mandat : en 2012 ils représentaient 8,8% du PIB ; en 2017 ils ne représentent plus que 3,8%. L'impôt sur la rente représente 55% des rentrées fiscales du Gouvernement. Cet impôt a vu sa collecte augmenter de 73% entre 2013 et 2017 (vs. 46% pour la TVA). L'IEPS est le seul impôt qui a connu une baisse dans la collecte en 2017, en raison des stimuli fiscaux mis en place par le Ministère des Finances pour éviter que les prix des carburants atteignent des niveaux trop élevés.

Le coût du service de la dette a augmenté de 112% sur le mandat d'EPN, principalement dynamisé par la croissance du coût du service de la dette externe (+160%, vs. +91% pour la dette interne). Cette augmentation est due à l'augmentation du niveau de dette, à la volatilité des taux d'intérêt, à la dépréciation du MXN, et à la situation financière de Pemex et de la CFE.

Entreprises et grands contrats

AXA a proposé à la nouvelle administration d'AMLO l'imposition d'assurances automobiles et d'assurances habitation obligatoires. Selon Daniel Bandle, DG d'AXA Mexico, seul le tiers des automobilistes impliqués dans un accident de la route sont couverts par une assurance automobile. Suite au séisme de septembre 2017, l'assureur français a mis en avant la nécessité de mettre en place une assurance habitation obligatoire pour éviter qu'un grand nombre de mexicains ne perdent l'intégralité de leur patrimoine.

Selon le DG adjoint du Groupe AXA, George Stansfield, le Mexique est un pays stratégique pour l'assureur français, qui est présent dans le pays depuis 10 ans. AXA a connu une croissance de 12% au Mexique sur le premier semestre 2018 comparé au 1^{er} semestre de 2017 .

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 06/09/2018
Bourse (IPC)	-1,8%	-1,6%	48 753,14
Taux de change USD/Peso	+2%	+9,15%	19,44
Taux de change Euro/Peso	+1,44%	+6,07%	22,54
Prix du baril de pétrole mexicain (USD)	-0,06%	+40,63%	65,58

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

Le Costa Rica et la Chine signent un accord commercial dans le cadre du projet de la « nouvelle route de la soie ». Cet accord a pour but de promouvoir les échanges commerciaux et financiers ainsi que le développement des infrastructures.

Le projet de budget national pour 2019 a été présenté à l'Assemblée législative. Le budget proposé par le ministère des Finances s'élève à 18,956 Mds USD, soit une hausse de 17,5% par rapport à l'année précédente. Cela est dû au paiement des intérêts de la dette croissant, en raison du déficit budgétaire, estimé à 7,1% du PIB pour 2018. Le paiement des intérêts devrait augmenter de 20,8%, représentant ainsi 15,3% du budget total et 4,5% du PIB en 2019. Le service de la dette devrait également progresser de 52,6% par rapport au budget 2018. Sans réforme budgétaire,

la dette continuera d'augmenter. Le ministère estime qu'en 2019, la dette atteindra 60,6% du PIB (contre 52% en 2018) et le déficit du gouvernement sera de 7,9% du PIB, si l'orientation actuelle n'est pas corrigée.

Entre le 17 août et 3 septembre, le colon s'est déprécié de 2,33% par rapport au dollar, la variation accumulée sur l'année est de 2% et la variation interannuelle de 0,9%. La dépréciation du change a été plus rapide à partir du 27 août ce qui a poussé la Banque centrale à intervenir en vendant des devises pour un montant accumulé de 42 M USD (soit 0,5% des réserves internationales nettes). Selon la Banque centrale, la dépréciation de la monnaie locale est due aux doutes générés par la détérioration des finances publiques, à l'absence d'accord législatif pour résoudre les problèmes budgétaire et au ralentissement de l'économie.

L'un des objectifs du Costa Rica est de devenir une nation neutre en carbone, mais il fait face à un obstacle majeur : sa dépendance aux carburants dérivés du pétrole. Pour 2018, la Banque centrale prévoit que le pays dépensera 1,709 M USD (2,81% du PIB estimé pour 2018) en hydrocarbures, soit 338 M USD de plus qu'en 2017. L'essence et le diesel sont utilisés pour la grande majorité des véhicules, et il y a encore 7 centrales thermiques en activité dans le pays.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

Le budget 2019 proposé pour l'Etat guatémaltèque est de 12 Mds USD, soit 16% supérieur au budget 2018. Le budget 2019 serait ventilé de la manière suivante : 64,5% en fonctionnement, 19,8% en investissements et 15,4% destiné au remboursement de la dette publique (qui atteindrait 25% du PIB en 2018). Certains postes de dépenses ont été revalorisés, notamment l'Education et la Santé. **A noter qu'environ 85 M USD ont été assignés à l'organisation des élections présidentielles qui auront lieu en juin 2019.**

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9,2 M hbts

Les IDE honduriens du 1^{er} semestre 2018 ont connu une augmentation de 5,7% par rapport à l'année dernière, atteignant les 619,9 MUSD. La majorité de ces flux sont des réinvestissements de bénéfices (414,6 MUSD), suivis par de nouveaux investissements (118 MUSD) et les actions et parts de capitaux propres (87,3 MUSD). **Les secteurs les plus attractifs pour les investisseurs sont le textile (35,9%), suivi des services (23,9%), du bloc transport / stockage / télécommunications (15,7%).** Ces investisseurs étrangers sont majoritairement nord-américains (232,9 MUSD), européens (125,9 MUSD), latino-américains (106 MUSD). L'Allemagne est le pays européen qui investit le plus au Honduras avec des IDE s'élevant à 71 MUSD contre 26,9 de janvier à juin 2017. Les investisseurs centroaméricains ont quant à eux investi près de 94,9 MUSD au Honduras. Le pays devrait recevoir sur l'année 2018 près de 1,226 MUSD (contre 1,185 MUSD en 2017 – soit + 3,46%).

Les exportations minières honduriennes ont augmenté de 30,4% au 1^{er} semestre 2018 et atteignent 107,9 M USD. La valeur exportée d'or a cependant diminué de 1,2% au premier semestre 2018 par rapport à l'année précédente. Les exportations de zinc culminent à 28,3 MSD, traduisant une augmentation de 111,2% par rapport à 2017. La vente de plomb à l'étranger connaît quant à elle une hausse de 233,3%, s'élevant à 6 MSD contre 1,8 au premier semestre 2017. Les exportations des autres minéraux sont également en augmentation en 2018 (18,5 M USD contre 11,7 MUSD au premier semestre 2017).

L'industrie textile, qui avait délaissé le Honduras pour s'implanter au Nicaragua, initie son retour suite à la crise qui a lieu dans le pays. Cela se traduit par la création de nouveaux emplois et par la hausse des exportations (2 Mds USD, soit +4.1% sur le premier semestre 2017), notamment vers les Etats-Unis dont la demande ne cesse d'augmenter. Depuis le début de la crise en avril 2018, le commerce entre les pays centraméricains et le Nicaragua a chuté de 46 M USD sauf pour le Honduras dont les exportations et importations avec le Nicaragua ont augmenté de respectivement 9,3% et 31,4% par rapport à la même période en 2017.

1,2 M USD provenant d'un FASEP de la Direction Générale du Trésor française et du Fond de Coopération Technique (FONTEC) de la BCIE vont permettre de financer l'étude de faisabilité du projet de station de traitement des eaux usées de la rivière Choluteca à Tegucigalpa. Ce projet permettrait le traitement de 100% des eaux résiduelles collectées pour une zone d'influence de 8,8 km aux alentours de la rivière, éliminant ainsi le risque de maladies d'origines hydriques ainsi que des problèmes environnementaux. La BCIE réaffirme ainsi son engagement auprès du Honduras, à qui elle accorde un portefeuille actuel de 1 Mds USD dans différents projets d'infrastructures.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

Au cours du premier semestre 2018, la dette publique du pays a augmenté, passant de 6,49 Mds USD fin 2017 à 8,83 Mds USD en juin dernier, représentant ainsi 48,3% du PIB. 83% de cette dette correspond à la dette du secteur public envers des créanciers étrangers (5,64 Mds USD) tandis que les 17% restants correspondent à la dette du Gouvernement et de la Banque centrale envers le secteur privé national (1,18 Mds USD).

Depuis janvier, le Nicaragua a reçu 849 M USD de remesas, soit une augmentation de 8% par rapport à l'an dernier. Parmi ces envois de fonds, 55,6% proviennent des Etats-Unis, 19,5% du Costa Rica et 11% d'Espagne.

Copa Airlines suspend ses vols en direction de Managua depuis San José au Costa Rica et la ville de Panama.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

A la fin du 1^{er} semestre 2018, le Centre bancaire international (CBI) enregistre une baisse des dépôts de 3% en g.a., à 82,316 Md USD. Ce résultat s'explique par une chute des dépôts externes et par une croissance plus faible des dépôts internes, à 2,5% fin juin. La Superintendance des banques du Panama (SBP) estime que ce n'est pas un sujet alarmant au Panama car le rapport avec les prêts est équilibré, les banques ayant d'autres sources de financement ou des dépôts importants.

Fitch réaffirme la notation A, avec perspectives stables, à l'Autorité du Canal de Panama (ACP), pour la 3^{ème} année consécutive. Cette décision est liée à l'importance stratégique du transport maritime mondial, au cadre juridique extraordinaire et à l'existence d'incitations appropriées pour maintenir l'actif rentable à long terme. L'agence de notation souligne que la performance stable en termes de volume de fret, la combinaison de fret bien diversifiée et la position concurrentielle solide permettent à l'ACP de présenter des niveaux de résilience élevés. De plus, Fitch met en avant le rôle stratégique du Canal, dans les flux commerciaux internationaux, en raison de sa capacité à offrir une connectivité au commerce maritime mondial. Enfin, la note accordée est également due au cadre juridique extraordinaire de l'ACP, contribuant à son autonomie institutionnelle, opérationnelle et financière. Fitch estime que le Canal continuera d'être administré dans le même cadre juridique, atténuant le risque d'interférence externe.

Le budget du Canal pour l'année budgétaire 2019 (octobre/septembre) est de 3 Mds USD, soit une augmentation de 6,6% par rapport à l'exercice précédent. Le budget prévoit des apports directs à l'Etat de 1,736 Mds USD. Les dépenses de fonctionnement devraient atteindre 1,228 Mds USD (+5,4%). L'ACP prévoit un plus grand nombre de transits et une augmentation du tonnage de 429,4 à 450,7 millions de tonnes. Enfin, lors de l'exercice budgétaire 2019, l'ACP devrait investir 368,9 M USD pour initier et terminer 64 projets au total. Pour 30 projets, commencés antérieurement, l'ACP devrait allouer 321,3 M USD, pour l'exécution de 33 nouveaux projets le montant alloué serait de 21,1 M USD et 26,5 M USD seront destinés à la Réserve pour Imprévus pour le Programme d'investissements réguliers.

Le Metro de Panama signe un contrat pour la fourniture de trains et d'équipements pour la 3^{ème} ligne de métro, avec le consortium dirigé par la société japonaise Hitachi. Mitsubishi Corporation et Ansaldo STS participent

également à l'accord de 839,7 M USD qui comprend la construction de 28 rames de 6 wagons, ainsi que l'ensemble du système électrique et de communication sur les 25 kilomètres du projet et des ateliers. Cette signature fait partie de la convention de financement, conclue en 2016, entre les gouvernements du Panama et du Japon pour ce projet qui comprend un prêt de 2,6 Mds USD, sur 20 ans, de l'Agence de coopération internationale du Japon.

Le Metro de Panama prévoit 578 M USD dans le budget 2019 pour les investissements. 365 M USD viseraient à terminer et mettre en opération la ligne 2 du métro. Le projet doit être opérationnel en avril 2019. De plus, 26 M USD seraient dédiés au démarrage des travaux du segment allant de la station de l'Université technologique à l'aéroport Tocumen, dont le coût est estimé à 125 M USD (le projet est au stade de l'appel d'offres, le dépôt des propositions est prévu pour mi-septembre). 78 M USD seraient consacrés à l'extension de la ligne 1. Concernant le projet de la ligne 3, qui serait construit avec le 4^{ème} pont sur le Canal, le budget réserverait 88 M USD. Enfin, 21 M USD seront destinés aux améliorations de l'environnement urbain. Le budget 2019 du Metro de Panama sera de 648 M USD dont 61 M USD pour les dépenses de fonctionnement.

Le Ministère de l'Economie et des Finances a prévu d'allouer à la Zone Franche de Colon (ZLC) un budget de 65 M USD, pour l'année budgétaire 2019. 47,2 M USD seraient destinés aux dépenses de fonctionnement et 8,8 M USD à l'investissement. Les plans d'investissement incluent la construction et la modernisation du bâtiment administratif d'un coût de 5,6 M USD, le développement d'un système de surveillance (900 000 USD), l'adéquation de l'usine de traitement des eaux usées (466 000 USD) entre autres. Par ailleurs, pour les 7 premiers mois de l'année, la ZLC a enregistré une croissance de 8,4% en g.a. L'activité commerciale a été de 12,618 Mds USD. En outre, la ZLC annonce l'ouverture de nouveaux marchés tels que la Grèce, l'Italie, la Turquie, l'Amérique du Sud et Shanghai. Enfin, avant la fin de l'année, la société chinoise *Orient International*, qui participe à l'assemblage et à la distribution de textiles et d'équipements électroniques, s'installera dans la zone.

ETESA a informé que 5 soumissionnaires ont été présélectionnés lors de la 1^{ère} phase de sélection pour la construction et la gestion de la 4^{ème} ligne de transmission électrique. Le projet coûtera 500 M USD, exploitera 500 kilovolts et aura une capacité de 1280 MVA/1500 MW. Le début de la construction est prévu pour 2019 et la ligne de transmission devrait entrer en opération en 2023. Les sociétés présélectionnées sont : *Interconexión Eléctrica, S.A. E.S.P.* (Colombie) ; *China Electric Power Equipment et Technology* ; Consortium de transmission d'énergie de Chiriquí (Espagne), Consortium *Four Seasons* (Inde, France et Brésil) et le Consortium Vasco Núñez de Balboa (Canada et Espagne).

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

Au Salvador, le nombre de banques locales accordant des crédits à des projets respectueux de l'environnement est en hausse. Les banques Davivienda, Cuscatlán, Atlántida, Promerica, Agrícola, Hipotecario et Banco de América Central financent déjà des initiatives dans le cadre du développement durable. Banco Agrícola vient de lancer un fonds de 40 M USD pour les projets entrepreneuriaux du secteur, sous le nom de Cupo Verde.

La desserte Iberia des vols entre San Salvador et Madrid va s'étoffer à partir d'octobre 2018, Actuellement au nombre de 4 par semaine, les vols seront désormais quotidiens permettant ainsi à près de 300 passagers de faire le voyage chaque jour.

Selon Moody's, les investissements chinois attendus au Salvador, à travers l'initiative de la Nouvelle Route de la Soie, dynamiseront les relations diplomatiques entre les 2 pays et compenseront la diminution des échanges commerciaux avec Taiwan. Cette initiative chinoise prévoit de créer un réseau terrestre et maritime à des fins commerciales pouvant créer de nouvelles connexions avec l'Asie, l'Europe Orientale, l'Afrique et à l'Amérique latine (le Panama, la Bolivie, Antigua & Barbuda, Trinidad & Tobago et la Guyana en font déjà partie). Le premier projet d'infrastructures au Salvador qui pourrait recevoir des porte-conteneurs chinois est le Port de *la Union* (dont le projet

de concession est en cours). Moody's émet cependant des alertes quant au risque d'endettement lié au financement du port dont les retombées économiques ne sont pas garanties.

CARAÏBES

2017 – PIB : 142 Mds USD | Pop : 43 M hbts

St Maarten a rejoint le 1^{er} septembre la Plateforme d'assurance contre les risques liés aux catastrophes naturelles (CCRIF SPC). Elle regroupe aujourd'hui 20 pays : 19 Gouvernements caribéens et un Gouvernement d'Amérique centrale. Les Îles Vierges Britanniques et Montserrat rejoindront également la plateforme cette année.

Bahamas

2017 – PIB : 11,6 Mds USD | Pop : 395 000 hbts

La Banque Centrale des Bahamas s'est engagée à respecter la Déclaration Maya et à rejoindre l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI). La Déclaration Maya, initiative de l'AFI, vise à encourager la bancarisation des populations. La Banque centrale a simultanément annoncé une série d'objectifs allant dans le sens de son engagement pour la Déclaration Maya.

Dominique

2017 – PIB : 0,8 Md USD | Pop : 74 000 hbts

Le FMI estime les dégâts causés par l'ouragan Maria en septembre 2017 à 1,3 Md USD, soit 226% du PIB. Le Fonds prévoit une récession de 14% en 2018. Alors que les déficits fiscal et externe se creusent en raison de l'augmentation des dépenses pour la reconstruction, il y a des signes de reprises notamment dans la construction et le secteur public. En revanche, les contraintes financières empêchent de soutenir les investissements adéquats, compte tenu de l'endettement élevé, de la faiblesse des recettes et des besoins urgents de dépenses de reconstruction. L'île devra également faire face aux risques suivants : l'instabilité financière résultant de la sous-capitalisation des institutions financières, les catastrophes naturelles, l'incertitude des revenus du programme de citoyenneté par investissement et des subventions ainsi qu'aux défis de compétitivité externe.

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M

L'inflation est toujours en hausse. L'Indice général des Prix à la Consommation, qui se chiffrait à 349,5 en juin, est passé à 354,9 en juillet, accusant ainsi un accroissement mensuel de 1,5% et une inflation annualisée de 13,6%. L'augmentation mensuelle observée résulte essentiellement du comportement haussier des postes suivants : "Alimentation, Boissons et Tabac" (1,7%), "Habillement, Tissus et Chaussures" (1,9%), "Loyer du Logement, Énergie et Eau" (1,7%), " Aménagement, Équipement et entretien du logement" (1,6%) et "Santé" (1,6%).

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

La Banque centrale de Jamaïque (BOJ) a décidé de maintenir son taux directeur à 2%. Cette décision reflète l'évaluation de la BOJ que l'inflation (3,2% en juillet), actuellement inférieure à la cible de la Banque (4-6%), atteindra la limite inférieure de la cible d'ici le 1^{er} trimestre 2019. La décision de maintenir le taux directeur, après une baisse cumulée de 100 points de base depuis le début de l'année, a été prise dans un contexte d'accélération du crédit au secteur privé (15,9% en juin 2019 contre 12,4% un an plus tôt). Si cette accélération de la croissance du crédit au secteur privé se confirme, l'augmentation de l'activité économique qui en résulterait favoriserait un retour plus net de l'inflation dans la cible de 4 à 6%, selon la BOJ. Les perspectives d'inflation de la Banque pour le reste de 2018 et la première partie de 2019 sont largement tributaires d'une augmentation attendue des prix agricoles, des prix du pétrole élevés et de la croissance du PIB. À moyen terme, les perspectives d'inflation de la Banque continuent de refléter une accélération progressive de l'activité économique. Toutefois, la croissance projetée du PIB est inférieure à l'estimation de la croissance potentielle de la Banque, donc le risque d'inflation en dessous de la cible se maintient.

En avril 2018, le taux de chômage est au plus bas (9,7%) soit une baisse de 2,4 points de pourcentage par rapport à avril 2017 (selon l'Institut des statistiques de Jamaïque - STATIN). Le taux de chômage des femmes s'est réduit de 2,7 points de pourcentage, à 12,5% contre 7,3% pour les hommes (-2,2 pp). Le chômage des jeunes a enregistré la

réduction la plus importante, soit 3,2 points de pourcentage, pour s'établir à 25,8%. De plus, fin avril, le nombre de personne occupant un emploi a atteint un niveau jamais enregistré dans le pays (1 217 300) en un seul mois.

République Dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Les exportations augmentent de 9,1% au premier semestre 2018. Avec une hausse de 396,7 MUSD, les exportations atteignent 4,75 Mds USD au 30 juin. Les principaux clients de la République dominicaine sont les Etats-Unis (53,3%), Haïti (9,6%), Canada (8,9%) et l'Inde (6,5%). En 2017, les exportations avaient atteint 8,8 Mds USD.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.